

# Les mesquineries de Balkany

**I**MPAYABLE Patrick Balkany ! Mis en examen pour corruption, fraude fiscale et blanchiment, interdit de sortie du territoire et frappé d'une saisie conservatoire de tous ses biens immobiliers, le député-maire de Levallois entend faire un sort aux médias qui ont osé relater ses ennuis judiciaires. Pour y parvenir, le grand ami de Sarko a déposé, le 23 juillet, trois propositions de loi taillées sur mesure.

En juin, sur France 2, les journalistes de « Complément d'enquête » s'étaient risqués à décortiquer le système Balkany. Un mois plus tard, en mesure de rétorsion, l'élu demande la privatisation de France Télévisions et celle de Radio France. Deux

sociétés publiques qu'il dénonce, dans son « **exposé des motifs** », comme coupables « **d'un manque d'objectivité et d'une partialité évidente** ».

Même hargne contre la presse écrite, qui a dévoilé les frasques financières du maire de Levallois et de son épouse. Pour lui faire rendre gorge, Balkany réclame, dans sa deuxième proposition de loi, la fin de toutes les aides directes ou indirectes versées aux journaux par l'Etat. Y compris la suppression du taux réduit de la TVA. En prime, il propose, dans son troisième texte, la fin immédiate de l'abattement fiscal de 7 650 euros pour frais professionnels accordé aux journalistes. On a les revanches qu'on peut.

Le Thénardier de Levallois risque pourtant d'avoir du mal à épancher sa soif de vengeance. Pas un seul député membre des Républicains ne s'est risqué à co-signer l'une ou l'autre de ses propositions de loi. Lesquelles n'ont aucune chance d'être adoptées, ni même d'être débattues dans l'hémicycle.

A croire que le nom de Balkany a fini par porter la poisse...

---